

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Sainte-Adèle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signataire

Julie Brazeau

Date

1.1 11 juin 2026

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	30
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	32
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	33
Charges par objets	34
Excédent (déficit) accumulé	35
Avantages sociaux futurs	39

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	46
Analyse des charges	58

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Sainte-Adèle

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la VILLE DE SAINTE-ADÈLE (la « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE SAINTE-ADÈLE au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE SAINTE-ADÈLE inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport « Faits saillants - Rapport financier 2025 », mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport « Faits saillants - Rapport financier 2025 » avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

LISE GUAY, CPA auditrice
 AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
 Sainte-Adèle, le 11 juin 2026

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	32 788 440	33 677 698	31 758 775
Compensations tenant lieu de taxes	2	736 150	623 786	745 070
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 755 970	7 214 227	5 286 055
Services rendus	5	1 425 260	2 483 569	1 371 979
Imposition de droits	6	3 011 300	4 897 083	3 879 978
Amendes et pénalités	7	150 000	249 385	118 759
Revenus de placements de portefeuille	8	270 510	516 355	615 016
Autres revenus d'intérêts	9	437 150	411 940	412 507
Autres revenus	10	52 740	1 471 066	490 151
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	40 627 520	51 545 109	44 678 290
Charges				
Administration générale	14	6 514 127	6 269 912	5 882 965
Sécurité publique	15	5 913 017	6 088 815	5 450 242
Transport	16	12 241 152	12 130 671	10 510 031
Hygiène du milieu	17	9 086 323	9 030 743	8 797 862
Santé et bien-être	18	259 780	537 627	205 567
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 770 798	1 786 015	1 539 490
Loisirs et culture	20	5 266 716	5 669 021	4 828 682
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 833 300	1 925 191	1 622 027
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	42 885 213	43 437 995	38 836 866
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(2 257 693)	8 107 114	5 841 424
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		62 728 285	56 886 861
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		62 728 285	56 886 861
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		70 835 399	62 728 285

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	14 653 641	12 515 179
Débiteurs (note 5)	2	21 893 546	21 328 455
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	36 547 187	33 843 634
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	7 846 782	10 962 870
Revenus reportés (note 11)	12	4 206 968	3 649 852
Dette à long terme (note 12)	13	55 246 006	51 802 847
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	131 086	125 500
	16	67 430 842	66 541 069
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(30 883 655)	(32 697 435)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	100 397 891	94 179 207
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	43 964	43 964
Stocks de fournitures	20	682 731	707 806
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	594 468	494 743
	23	101 719 054	95 425 720
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	70 835 399	62 728 285
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	70 835 399	62 728 285
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	70 835 399	62 728 285
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(2 257 693)	8 107 114	5 841 424
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	) (	11 627 867) (	12 832 343)
Produit de cession	3		252 055	54 639
Amortissement	4		5 398 994	5 283 523
(Gain) perte sur cession	5		(241 866)	(31 576)
Réduction de valeur / Reclassement	6			62 329
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(6 218 684)	(7 463 428)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		25 075	(56 364)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(99 725)	(41 766)
	13		(74 650)	(98 130)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(2 257 693)	1 813 780	(1 720 134)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(32 697 435)	(30 977 301)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(32 697 435)	(30 977 301)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(30 883 655)	(32 697 435)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 107 114	5 841 424
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 398 994	5 283 523
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ (Gain) Perte sur cession d'immobilisations corporelles	4.1	(241 866)	(31 579)
▪ Réduction de valeur d'immobilisations corporelles	4.2		62 332
	5	13 264 242	11 155 700
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(565 091)	(1 916 292)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(2 753 221)	1 090 679
Revenus reportés	9	557 116	2 280 547
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	25 075	(56 364)
Autres actifs non financiers	13	(99 725)	(41 766)
	14	10 428 396	12 512 504
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	11 985 148) (	13 781 536)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	252 055	54 639
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 (	) (	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(11 733 093)	(13 726 897)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 (	) (	)
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 (	) (	)
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	16 393 000	15 892 000
Remboursement de la dette à long terme	26 (	12 871 000) (	12 809 000)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(78 841)	(25 990)
Autres			
▪	29.1		
	30	3 443 159	3 057 010
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	2 138 462	1 842 617
Solde déjà établi	32	12 515 179	10 672 562
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	12 515 179	10 672 562
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	14 653 641	12 515 179

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Adèle est un organisme municipal régi par la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par le conseil composé de six conseillers et un maire.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Ville de Sainte-Adèle, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux et du fonds pour la réfection et l'entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par ces fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

E) Actifs non financiers

Étant donné leur nature, les actifs non financiers de la Ville sont normalement employés pour fournir des services futurs. Les éléments incorporels autres que les éléments incorporels achetés ne sont pas constatés dans les états financiers de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

- Infrastructures : 15 à 40 ans
- Bâtiments : 15 à 40 ans
- Bâtiments - Portion relative aux OMHS : 5 à 10 ans
- Véhicules : 2 à 15 ans
- Machinerie, outillage et équipement : 1 à 20 ans
- Machinerie, outillage et équipement - Portion relative aux OMHS : 10 ans
- Ameublement et équipement de bureau : 1 à 10 ans
- Autres : 1 an

Les oeuvres d'art ne sont pas constatées à titre d'immobilisations corporelles dans les états financiers. Tout montant encouru pour acquérir une oeuvre d'art est porté immédiatement en charge. La Ville possède des sculptures et des tableaux réalisés par des artistes locaux.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville utilisera les services acquis.

F) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Taxes

Les taxes sont constatées lors du dépôt du rôle de perception initial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ce rôle. Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées à partir de la date de prise d'effet des certificats émis par l'évaluateur.

Compensations tenant lieu de taxes

Les compensations tenant lieu de taxes sont constatées lorsqu'une demande de paiement a été effectuée, sauf pour celles provenant du gouvernement du Québec et de ses entreprises où la constatation survient lorsque les sommes sont encaissées.

Transferts

Les transferts sont comptabilisés à titre de revenus lorsqu'ils sont autorisés par le cédant et que tous les critères d'admissibilité sont atteints, sauf s'ils sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les stipulations relatives à ce passif sont rencontrées.

Services rendus

Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Imposition de droits

Les revenus de permis sont constatés au moment de la délivrance du permis au payeur.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'Officier de publicité foncière.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Amendes et pénalités

Les revenus liés à l'imposition d'amendes ou de pénalités sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever les sommes en cause. Lorsque les dispositions législatives ou réglementaires applicables prévoient un délai de contestation ou requièrent une réponse à l'accusation de la part de l'assigné, les revenus ne sont constatés que lorsque ces événements ont eu lieu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Revenus de placements de portefeuille

Les revenus de placements de portefeuille sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les intérêts sur les dépôts en banque et les placements de portefeuille, s'il y a lieu.

Autres revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les revenus d'intérêts non associés aux dépôts en banque et aux placements de portefeuille, notamment sur les arriérés de taxes.

Autres revenus

Les revenus rattachés à la cession d'actifs sont comptabilisés comme revenus à la date de l'acte de transfert.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Il en est de même pour le régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM).

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite par financement salarial offert par la Ville à ses pompiers est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- Frais d'émission de la dette à long terme et Autres : représente le solde de la dette à long terme émise relative à des activités de fonctionnement. Ce montant est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes concernées. Ce montant ne fait pas l'objet d'aucune affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Éléments présentés à l'encontre des DCTP :

- **Financement des activités de fonctionnement** : représente la part des frais reportés financés à long terme qui n'a pas encore été imputé aux activités de fonctionnement. Ce montant est amorti au même rythme que l'amortissement des frais reportés concernés, soit linéairement sur cinq ans. Cet amortissement fait l'objet d'une affectation créditrice aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et autres actifs financiers, s'il y a lieu, sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer, de la provision pour contestation d'évaluation et de la dette à long terme, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif n'a pas d'impact important sur les résultats des activités et sur la situation financière.

De plus, la Ville a choisi de ne pas inclure dans les montants des versements estimatifs pour les prochains exercices présentés à la note 12, le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	14 653 641	12 515 179
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
▪			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	14 653 641	12 515 179
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	14 653 641	12 515 179
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	13 192 929	12 149 954
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	8 392 000	8 135 149

Note**5. Débiteurs**

		2025	2024
Taxes municipales	9	2 643 667	2 571 665
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	15 611 308	14 889 010
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	901 501	1 333 334
Organismes municipaux	13	80 427	63 643
Autres			
▪ Frais de cour, amendes et autres	14.1	892 543	758 346
▪ Droits de mutations	14.2	1 764 100	1 712 457
	15	21 893 546	21 328 455
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	11 857 213	10 464 575
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	11 857 213	10 464 575
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	460 317	412 132
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	13 506 070	12 842 186
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	1 289 491	1 081 319
Ministère de la Culture et des Communications	26	54 000	104 967
Autres ministères/organismes	27	761 747	860 538
	28	15 611 308	14 889 010

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note

La valeur comptable des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, est d'un montant de 16 094 649 \$ (2024 - 15 984 242 \$).

Certains débiteurs du gouvernement du Québec relatifs à des paiements de transfert de type pluriannuel portent intérêt à des taux variant de 1,34 % à 4,72 % et viennent à échéance de 2026 à 2045. Les encaissements relatifs à ces débiteurs au cours des prochains exercices sont les suivants :

- 2026 : 757 840 \$
- 2027 : 774 939 \$
- 2028 : 741 056 \$
- 2029 : 759 574 \$
- 2030 : 769 483 \$
- 2031 et plus : 8 117 630 \$

6. Prêts

	2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29	
Prêts à un fonds d'investissement	30	
Autres		
▪	31.1	
	32	
Provision pour moins-value déduite des prêts	33	

Note**7. Placements de portefeuille**

	2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	34	
Autres placements	35	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	36	
Autres placements	37	
	38	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41	
Autres		
▪	42.1	
	43	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville de Sainte-Adèle bénéficie d'une marge de crédit autorisée de 5 500 000 \$ au taux préférentiel en vigueur pour ses activités de fonctionnement et d'investissement. Au 31 décembre 2025, le solde utilisé de cette marge était de 0 \$ et le taux était de 4,45 %.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	2 672 528	2 635 551
Salaires et avantages sociaux	45	1 483 941	1 340 730
Dépôts et retenues de garantie	46	2 724 639	2 350 355
Provision pour contestations d'évaluation	47	183 962	105 160
Autres			
▪ Organismes municipaux et gouvernementaux	48.1	442 187	360 207
▪ Intérêts courus sur dette	48.2	337 153	344 188
▪ Taxes à la consommation	48.3	2 372	6 391
▪ Programme Accès Logis	48.4		3 820 288
	49	7 846 782	10 962 870

Note

La valeur comptable des crédoeurs et autres charges à payer, excluant les taxes à la consommation à payer, les avantages sociaux à payer et la provision pour contestation d'évaluation est d'un montant de 6 176 508 \$ (2024 - 5 690 301 \$).

La Ville a conclu un accord de type « relais » avec le MAMH et la SHQ dans le cadre du programme « AccèsLogis Québec ». Dans le cadre de cet accord, la Ville reçoit des sommes d'argent du MAMH qui doivent servir à titre de contributions à être versées à un organisme pour la construction d'un projet d'habitation. Les intérêts crédoeurs générés par les sommes d'argent reçues jusqu'au moment du paiement des contributions doivent également être versés à titre de contribution pour le projet d'habitation. Les versements à faire à l'organisme sont effectués uniquement lorsque la Ville a reçu l'approbation de la SHQ. Lorsque la Ville reçoit des sommes d'argent en vertu de cette entente, elles les comptabilisent à titre de « Crédoeurs et frais courus » soit comme les revenus d'intérêts crédoeurs générés par les sommes reçues, donc aucun montant n'est reflété à l'état des résultats. À ce titre, la Ville avait reçu du MAMH au 28 février 2025 un montant total de 3 470 530 \$ et avait accumulé des intérêts crédoeurs sur cette somme de 369 801 \$. Le 6 mars 2025, un montant de 3 840 331 \$ a été versé à un organisme à titre de contributions, laissant un solde résiduel à remettre à cet organisme ou au MAMH de 0 \$ au 31 décembre 2025.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	12 554	
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		10 000
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Entente de développement culturel	55.1	17 500	15 786
▪ MRC - Volet 3 et autres	55.2	45 788	40 835
▪ Autres	55.3	12 968	16 559
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	244 149	420 010
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	1 092 530	919 589
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59	2 729 759	1 528 704
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Inscription loisirs, autres	62.1	51 720	36 310
▪ Dons	62.2		662 059
	63	4 206 968	3 649 852

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe s'élèvent à 236 607 \$ (2024 - 307 163 \$) pour le Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques, à 484 687 \$ (2024 - 411 839 \$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels et à 1 201 055 \$ (2024 - 1 162 452 \$) pour le Fonds de redevances. Les montants constatés à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent respectivement de 412 468 \$ (2024 - 200 000 \$), de 311 746 \$ (2024 - 350 811 \$) et de 0 \$ (2024 - 0 \$).

Les paiements de transfert comptabilisés à titre de revenus reportés totalisent 76 256 \$ (2024 - 3 903 468 \$). Ils sont constitués de sommes reçues des gouvernements ou d'organismes gouvernementaux dans le cadre de différents programmes de subvention se rapportant principalement au développement économique et au tourisme ainsi qu'à des travaux afférents à des infrastructures et à des bâtiments. Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe concernant les paiements de transferts s'élèvent à 2 839 965 \$ (2024 - 1 203 977 \$). Les sommes seront constatées à titre de revenus lorsque la Ville respectera les stipulations prévues aux ententes ou réalisera les travaux déterminés, selon des échéances établies. Les sommes constatées à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent à 6 667 177 \$ (2024 - 259 275 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	5,30	2026	2045	64	55 666 000	52 144 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	55 666 000	52 144 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(419 994)	(341 153)
					72	55 246 006	51 802 847

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		4 674 000			4 674 000
2027	74		4 280 000			4 280 000
2028	75		4 273 000			4 273 000
2029	76		4 304 000			4 304 000
2030	77		4 125 000			4 125 000
2031 et plus	78		34 010 000			34 010 000
	79		55 666 000			55 666 000
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		55 666 000			55 666 000

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices n'incluent pas le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus. Les montants des refinancements par année sont les suivants :

2026 : 5 812 000 \$
2027 : 8 151 000 \$
2028 : 5 291 000 \$
2029 : 10 815 000 \$
2030 : 11 125 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

13. Avantages sociaux futurs

		2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	50 096	42 918
Autres régimes (REER et autres)	88	622 053	620 076
Régimes de retraite des élus municipaux	89	38 073	36 357
	90	710 222	699 351

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	131 086	125 500
Autres			
▪	93.1		
	94	131 086	125 500
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	125 500	60 647
Passifs engagés	96		56 700
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98	5 586	5 472
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		2 681
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	131 086	125 500

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

La Ville possède un bâtiment qui contient de l'amiante, et par conséquent, la Ville est légalement tenue d'effectuer des activités de mise au rebut lors de la rénovation ou de la démolition de ce bien. Les activités de mise au rebut comprennent la manipulation et l'élimination de l'amiante d'une manière prescrite lorsqu'il est perturbé. Les flux de trésorerie futurs non actualisés attendus représentent un coût de réduction dans 3 ans de 37 096 \$. Le passif total estimé de 34 133 \$ est basé sur la somme des flux de trésorerie futurs actualisés pour les activités de mise en rebut en utilisant un taux d'actualisation de 4,25 % et en supposant une inflation annuelle de 2 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Ville possède un autre bâtiment qui contient de l'amiante, et par conséquent, la Ville est légalement tenue d'effectuer des activités de mise au rebut lors de la rénovation ou de la démolition de ce bien. Les activités de mise au rebut comprennent la manipulation et l'élimination de l'amiante d'une manière prescrite lorsqu'il est perturbé. Les flux de trésorerie futurs non actualisés attendus représentent un coût de réduction dans 4 ans de 69 817 \$. Le passif total estimé de 61 622 \$ est basé sur la somme des flux de trésorerie futurs actualisés pour les activités de mise en rebut en utilisant un taux d'actualisation de 4,25 % et en supposant une inflation annuelle de 2 %.

En 2008, la Ville a acquis deux réservoirs souterrains qui ont une durée de vie utile de 10 ans. La Ville est légalement tenue d'enlever et de disposer des réservoirs souterrains à la fin de leurs utilisations. Les réservoirs sont amortis sur cette période en utilisant un amortissement linéaire. Conformément à SP 3280 - Obligations liées à la mise hors service des immobilisations, la Ville a comptabilisé un passif lié à l'obligation d'enlèvement des réservoirs au montant de 35 331 \$. Ce solde a été calculé à partir d'une estimation non actualisée des dépenses d'enlèvement de 49 715 \$ devant être encourues en 10 ans. Le taux d'actualisation est de 5 % et l'inflation annuelle de 2 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	46 663 558	75 251		46 738 809
Eaux usées	102	34 478 735	3 469 107		37 947 842
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	53 773 163	2 090 449		55 863 612
Autres					
▪ Autres - Infrastructures	104.1	6 351 983	764 972	57 560	7 059 395
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	16 182 732	1 504 534		17 687 266
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	7 670 687	194 687	44 852	7 820 522
Ameublement et équipement de bureau	109	1 854 362	135 565	2 179	1 987 748
Machinerie, outillage et équipement divers	110	7 887 939	1 402 968	101 461	9 189 446
Terrains	111	9 576 265	2 258 371		11 834 636
Autres	112				
	113	184 439 424	11 895 904	206 052	196 129 276
Immobilisations en cours	114	12 140 862	(268 037)		11 872 825
	115	196 580 286	11 627 867	206 052	208 002 101
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	28 081 241	892 082		28 973 323
Eaux usées	117	19 932 803	898 727		20 831 530
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	33 799 350	1 935 637		35 734 987
Autres					
▪ Autres - Infrastructures	119.1	4 789 400	127 031	57 560	4 858 871
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	5 724 799	463 183		6 187 982
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	3 182 976	516 806	44 852	3 654 930
Ameublement et équipement de bureau	124	1 457 878	125 000	1 645	1 581 233
Machinerie, outillage et équipement divers	125	5 432 632	440 528	91 806	5 781 354
Autres	126				
	127	102 401 079	5 398 994	195 863	107 604 210
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	94 179 207			100 397 891
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note**OMHS incluses dans les immobilisations corporelles**

	Solde au début	Addition	Cession	Total
OMHS - Incluses dans la catégorie « Bâtiments »				
Coût	86 826 \$	- \$	- \$	86 826 \$
Amortissement cumulé	(23 391)\$	(17 365)\$	- \$	(40 756) \$
OMHS - Incluses dans la catégorie « Machinerie, outillage et équipement divers »				
Coût	30 520 \$	- \$	- \$	30 520 \$
Amortissement cumulé	(6 104)\$	(3 052)\$	- \$	(9 156)\$
Solde à la fin	87 851 \$	(20 417)\$	- \$	67 434 \$

16. Propriétés destinées à la revente

	2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	43 964
	135	43 964
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	43 964

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	583 572	494 113
Autres			
▪ Dépôts fournisseurs	144.1	10 896	630
	145	594 468	494 743

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville a accordé, à différents fournisseurs, des contrats pour la gestion de l'écocentre, les services de transport, de location et d'agence de sécurité, la disposition et valorisation des boues ainsi que l'enlèvement de la neige sur plus d'un exercice financier. Le coût total de ces obligations contractuelles est de 5 393 495 \$.

Au 31 décembre 2025, ces contrats sont répartis de la façon suivante pour les trois prochains exercices financiers :

2026 - 3 116 841 \$

2027 - 1 706 861 \$

2028 - 569 793 \$

20. Droits contractuels

La Ville offre certaines de ses immobilisations en location. Le revenu total estimé au 31 décembre 2025 de ces droits contractuels est de 19 719 \$ et sera encaissable au cours du prochain exercice.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville a reçu des demandes introductives d'instance et des mises en demeure contre la Ville. Lesdites réclamations totalisent une somme estimée de 7 485 874 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les assureurs de la Ville ont pris fait et cause dans certains dossiers pour le compte de la Ville sous réserve des exclusions prévues aux différents contrats d'assurance.

À la date de mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers, la Ville contestant le bien-fondé de ces réclamations et par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux états financiers.

D) Autres

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, lorsqu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et lorsqu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause. Aucun passif n'a été comptabilisé au 31 décembre 2025.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Au cours de l'exercice, en plus des acquisitions d'immobilisations corporelles présentées dans les activités d'investissement, la Ville a acquis des immobilisations corporelles, au montant de 657 370 \$, présentées dans les créditeurs et charges à payer au 31 décembre 2025 (2024 - 1 014 652 \$).

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la Ville.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

	2025	2024
Non en souffrance	208 640 \$	129 745 \$
En souffrance		
moins de 3 mois	82 377 \$	39 784 \$
de 3 à 6 mois	3 384 \$	5 309 \$
de 7 à 12 mois	17 445 \$	17 415 \$
plus de 12 mois	78 388 \$	75 296 \$
	390 234 \$	267 549 \$
Moins la provision pour créances douteuses	(76 113)\$	(55 420)\$
	<u>314 121 \$</u>	<u>212 129 \$</u>

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Solde au début	55 420 \$
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	21 367 \$
Montants recouvrés	<u>(674) \$</u>
Solde à la fin	<u><u>76 113 \$</u></u>

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 décembre 2025	<u>Moins d'un an</u>	<u>De 1 à 3 ans</u>	<u>De 4 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>	<u>Total</u>
Emprunt temporaire	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	6 176 508 \$	- \$	- \$	- \$	6 176 508 \$
Dette à long terme	<u>4 674 000 \$</u>	<u>8 553 000 \$</u>	<u>8 429 000 \$</u>	<u>34 010 000 \$</u>	<u>55 666 000 \$</u>
	<u><u>10 850 508 \$</u></u>	<u><u>8 553 000 \$</u></u>	<u><u>8 429 000 \$</u></u>	<u><u>34 010 000 \$</u></u>	<u><u>61 842 508 \$</u></u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

31 décembre 2024	<u>Moins d'un an</u>	<u>De 1 à 3 ans</u>	<u>De 4 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>	<u>Total</u>
Emprunt temporaire	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	5 690 301 \$	- \$	- \$	- \$	5 690 301 \$
Dette à long terme	<u>4 479 000 \$</u>	<u>8 452 000 \$</u>	<u>7 971 000 \$</u>	<u>31 242 000 \$</u>	<u>52 144 000 \$</u>
	<u>10 169 301 \$</u>	<u>8 452 000 \$</u>	<u>7 971 000 \$</u>	<u>31 242 000 \$</u>	<u>57 834 301 \$</u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Considérant que la Ville comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Ville prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice ferait augmenter ou diminuer l'excédent annuel lié aux activités de 2025 d'un montant de 146 536 \$.

27 . Opérations entre apparentés

La Ville est apparentée avec tous les organismes décrits dans la section Périmètre comptable et partenariat, qui se trouve dans les principales méthodes comptables. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi que les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont les membres du conseil, ainsi que la directrice générale de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aucune transaction n'a été conclue entre la Ville et ses principaux dirigeants, leurs proches parents et les entités pour lesquels ces personnes ont le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives.

28. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

RÉSULTATS DÉTAILLÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

(en dollars)

		Budget 2025		Réalisations 2025		Réalisations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	32 788 440	33 677 698		33 677 698	31 758 775
Compensations tenant lieu de taxes	2	736 150	623 786		623 786	745 070
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 755 970	1 807 139		1 807 139	2 414 821
Services rendus	5	1 425 260	2 483 569		2 483 569	1 371 979
Imposition de droits	6	3 011 300	4 897 083		4 897 083	3 879 978
Amendes et pénalités	7	150 000	249 385		249 385	118 759
Revenus de placements de portefeuille	8	270 510	516 355		516 355	615 016
Autres revenus d'intérêts	9	437 150	411 940		411 940	412 507
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10					
Autres	11	52 740	433 390		433 390	74 340
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	40 627 520	45 100 345		45 100 345	41 391 245
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					
Transferts	16		5 407 088		5 407 088	2 871 234
Imposition de droits	17					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18					40 000
Autres	19		1 037 676		1 037 676	375 811
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22		6 444 764		6 444 764	3 287 045
	23	40 627 520	51 545 109		51 545 109	44 678 290

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalisations 2025		Réalisations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus	24	40 627 520	51 545 109		51 545 109	44 678 290
Charges						
Administration générale	25	6 357 310	6 096 910	173 002	6 269 912	5 882 965
Sécurité publique	26	5 758 330	5 961 063	127 752	6 088 815	5 450 242
Transport	27	9 793 558	9 605 289	2 525 382	12 130 671	10 510 031
Hygiène du milieu	28	7 011 132	6 948 277	2 082 466	9 030 743	8 797 862
Santé et bien-être	29	259 780	537 627		537 627	205 567
Aménagement, urbanisme et développement	30	1 753 610	1 768 671	17 344	1 786 015	1 539 490
Loisirs et culture	31	4 834 670	5 195 973	473 048	5 669 021	4 828 682
Réseau d'électricité	32					
Frais de financement	33	1 833 300	1 925 191		1 925 191	1 622 027
Effet net des opérations de restructuration	34					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	5 283 523	5 398 994 (	5 398 994)		
	36	42 885 213	43 437 995		43 437 995	38 836 866
Excédent (déficit) lié aux activités	37	(2 257 693)	8 107 114		8 107 114	5 841 424

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(2 257 693)	8 107 114	5 841 424
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	6 444 764)(	3 287 045)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(2 257 693)	1 662 350	2 554 379
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	5 283 523	5 398 994	5 283 523
Produit de cession	5		252 055	54 639
(Gain) perte sur cession	6		(241 866)	(31 576)
Réduction de valeur / Reclassement	7			62 329
	8	5 283 523	5 409 183	5 368 915
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		102 782	73 596
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 801 100)(	3 887 345)(	4 065 582)
	18	(3 801 100)	(3 784 563)	(3 991 986)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	20 000)(	158 539)(	232 053)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	(1 910)	281 885	
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 455 400	2 135 350	1 411 512
Réserves financières et fonds réservés	22	(719 940)	(653 346)	(405 610)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	61 720	(40 474)	(13 745)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	775 270	1 564 876	760 104
	26	2 257 693	3 189 496	2 137 033
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		4 851 846	4 691 412

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	6 444 764	3 287 045
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	677 774)(	892 463)
Sécurité publique	3 (	1 041 241)(	1 883 021)
Transport	4 (	2 625 362)(	3 475 966)
Hygiène du milieu	5 (	5 734 875)(	5 028 921)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	3 842)(	1 796)
Loisirs et culture	8 (	1 544 773)(	1 550 176)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	11 627 867)(	12 832 343)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)(	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	5 884 745	5 630 085
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	158 539	232 053
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	255 564	
Excédent de fonctionnement affecté	17	35 019	118 509
Réserves financières et fonds réservés	18	1 134 417	2 201 790
	19	1 583 539	2 552 352
	20	(4 159 583)	(4 649 906)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	2 285 181	(1 362 861)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	11 232 990	10 867 921	10 090 699
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	2 542 120	2 416 402	2 275 595
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	17 080 080	17 515 709	15 132 096
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 443 624	1 498 983	1 258 185
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	386 736	412 827	347 745
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	2 940	13 381	16 097
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	4 181 320	4 181 302	3 802 346
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17	653 880	1 014 760	616 346
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	5 283 523	5 398 994	5 283 523
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Réclamations	21.1	63 000	43 988	31 275
▪ Mauvaises créances	21.2	7 000	49 421	(32 798)
▪ Autres	21.3	8 000	24 307	15 757
	22	42 885 213	43 437 995	38 836 866

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	7 842 024	6 928 209
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 150 113	5 450 606
Réserves financières et fonds réservés	3	8 045 824	2 993 475
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 191 527)(	2 296 080)
Financement des investissements en cours	5	(3 607 187)	(5 889 649)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	59 596 152	55 541 724
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	70 835 399	62 728 285
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	7 842 024	6 928 209
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	7 842 024	6 928 209
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Dette - Parc Claude-Henri-Grignon	12.1	1 003	347 980
▪ Activités de bienfaisance	12.2	2 349	2 349
▪ Dette - Camion incendie	12.3	21 900	43 400
▪ Budget - projets spéciaux	12.4	751 002	1 117 859
▪ Projets infrastructures	12.5	96 345	85 203
▪ Dépenses reportées	12.6		486 131
▪ Affectation - Aqueduc	12.7	31 549	436 640
▪ Affectation - Égout	12.8	37 553	719 689
▪ Affectation - Environnement	12.9		708 412
▪ Affectation - Pavage	12.10		253 000
▪ Affectation - Logements abordables	12.11	200 000	500 000
▪ Affectation - Changements climatiques	12.12	170	741 701
▪ Dette - REG 1340	12.13	8 242	8 242
	13	1 150 113	5 450 606
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 150 113	5 450 606

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	17	379 896	
Autres			
▪ Environnement et développement durable	18.1	818 681	
▪ Égout	18.2	588 409	
▪ Changements climatiques	18.3	1 320 193	
▪ Dénéigement	18.4	731 444	
▪ Habitation	18.5	503 502	
	19	4 342 125	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
Service de l'eau	20		
Autres			
▪	21.1		
	22		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	23	3 616 687	2 777 197
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	25	23 516	61 979
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Montant non réservé			
Administration municipale	27	1 444	1 444
Organismes contrôlés et partenariats	28		
Fonds local d'investissement	29		
Fonds local de solidarité	30		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	54 687	145 490
Autres			
▪ Fonds de stationnements	32.1	7 365	7 365
	33	3 703 699	2 993 475
	34	8 045 824	2 993 475

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 (	)(	)
Autres	39 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 (	)(	)
	41 (	)(	)
Assainissement des sites contaminés	42 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (	)(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 (	)(	)
Autres			
▪	45.1 (	)(	)
	46 (	)(	)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	52 (	593 615)(	535 649)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 (	)(	)
Autres			
▪ Intérêts	54.1 (	76 067)(	83 399)
▪ Caution et décision arbitrale	54.2 (	1 720 688)(	1 835 401)
	55 (	2 390 370)(	2 454 449)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	56	198 843	158 369
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59		
Autres			
▪	60.1		
	61	198 843	158 369
	62 (	2 191 527)(	2 296 080)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	63	726 569	667 166
Investissements à financer	64 (	4 333 756)(	6 556 815)
	65	(3 607 187)	(5 889 649)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66	100 397 891	94 179 207
Propriétés destinées à la revente	67	43 964	43 964
Prêts	68		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70		
	71	100 441 855	94 223 171
Ajustements aux éléments d'actif	72		
	73	100 441 855	94 223 171
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	74 (	55 246 006)(	51 802 847)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (	419 994)(	341 153)
Montants des débiteurs et autres montants affectés			
au remboursement de la dette à long terme	76	12 429 923	11 008 104
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	2 390 374	2 454 449
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78		
	79 (	40 845 703)(	38 681 447)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (	)(	)
	81 (	40 845 703)(	38 681 447)
	82	59 596 152	55 541 724

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 () ()	
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () ()	
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 () ()	
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8	43	
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA du nouveau volet (en années)	46	
DMERCA de l'ancien volet (en années)	47	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	48	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	49	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	50	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	51	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	52.1	%
Autres hypothèses économiques		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

Depuis le 1er janvier 2017, tous les pompiers de la Ville doivent participer au régime de retraite par financement salarial de la FTQ (RRFS-FTQ). Ce régime de retraite à prestations déterminées est un régime multi-employeurs instauré par la FTQ. Sa particularité réside dans le fait que le risque de déficit est supporté par les employés alors que la cotisation de l'employeur est fixe. Elle est fixée en fonction d'un pourcentage de la rémunération de l'employé. La Ville n'est pas responsable des déficits le cas échéant. Afin de réduire le risque de déficit, l'indexation de la rente est financée, mais elle n'est pas garantie, contrairement à la rente, elle est conditionnelle à la bonne santé financière du régime. D'autres mesures s'appliquent également pour réduire le risque de déficit. La charge relative à ce régime est représentée par la cotisation due par la Ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106	50 096	42 918
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110	50 096	42 918

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 3

Description des régimes et autres renseignements

La Ville offre à ses employés permanents des régimes de retraite sous la forme de REER collectif ou individuel. Trois régimes ont été créés, soit un régime par catégorie d'employés. La gestion de ces régimes est effectuée par des fiduciaires. Ces régimes sont des régimes à cotisations déterminées et la cotisation de la Ville est fixée en fonction d'un pourcentage de la rémunération pour les employés cadres et pompiers. Pour les employés cols bleus et blancs, la cotisation de la Ville est fixée, en partie, en fonction d'un pourcentage de la rémunération en plus d'un montant fixe versé pour chacun des employés. La charge relative à ces régimes est représentée par la cotisation due par la Ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	622 053	620 076
Autres régimes	115		
	116	622 053	620 076

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement. Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	7 415	7 083
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	25 312	23 548
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	12 761	12 809
	121	38 073	36 357

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TAXES		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	21 583 315	22 300 407	21 190 852
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	4 047 230	4 130 432	4 003 792
Activités de fonctionnement	3	101 565	104 744	
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	1 511 830	1 505 772	1 395 231
Activités de fonctionnement	8	1 398 040	1 404 826	1 328 448
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	28 641 980	29 446 181	27 918 323
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 924 640	2 001 169	1 781 855
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	2 009 360	1 996 499	1 815 054
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres	17.1			
Centres d'urgence 9-1-1	18	68 000	90 574	83 476
Service de la dette	19	144 460	143 275	160 067
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	4 146 460	4 231 517	3 840 452
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	4 146 460	4 231 517	3 840 452
	28	32 788 440	33 677 698	31 758 775

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	1 070	725	763
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31	12 980	12 971	9 334
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	258 730	175 492	258 727
Cégeps et universités	33	12 910	12 649	12 897
Écoles primaires et secondaires	34	279 340	247 668	279 338
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	565 030	449 505	561 059
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	4 860	4 870	4 774
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38	790	829	716
Taxes d'affaires	39			
	40	5 650	5 699	5 490
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	5 410	9 241	5 090
	43	5 410	9 241	5 090
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45	160 060	159 341	173 431
	46	160 060	159 341	173 431
	47	736 150	623 786	745 070

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			58 121
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	127 340	187 313	766 622
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63		4 620	3 170
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			1 755
Réseau de distribution de l'eau potable	65	65 970	78 873	133 232
Traitement des eaux usées	66	34 120	35 733	263 776
Réseaux d'égout	67	129 320	108 181	109 442
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69	210 000	222 737	194 402
Tri et conditionnement	70	11 920	11 922	12 491
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			
Rénovation urbaine	81			
Promotion et développement économique	82			
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	43 440	27 885	28 990
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	56 310	68 996	58 426
Autres	86	29 600	12 931	25 148
Réseau d'électricité	87			
	88	708 020	759 191	1 655 575

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	89		
Sécurité publique			
Police	90		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	91		
Autres	92		
Sécurité civile	93		
Autres	94		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	95	2 725 462	1 356 239
Enlèvement de la neige	96		
Autres	97		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	98		
Transport adapté	99		
Transport scolaire	100		
Autres	101		
Transport aérien	102		
Transport par eau	103		
Autres	104		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105		464 516
Réseau de distribution de l'eau potable	106	1 339 158	543 746
Traitement des eaux usées	107	1 155 947	65 708
Réseaux d'égout	108		291 683
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	109		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	110		
Tri et conditionnement	111		
Autres	112		
Autres	113		
Cours d'eau	114		
Protection de l'environnement	115		
Autres	116		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125		186 521	149 342
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129		5 407 088	2 871 234

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	1 047 950	1 047 948	759 246
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139			
	140	1 047 950	1 047 948	759 246
TOTAL DES TRANSFERTS	141	1 755 970	7 214 227	5 286 055

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142	600 220	933 357	575 602
Évaluation	143			
Autres	144			
	145	600 220	933 357	575 602
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	26 000	117 530	38 340
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	26 000	117 530	38 340
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180			
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182		1 122	
	183		1 122	
Réseau d'électricité				
	184			
	185	626 220	1 052 009	613 942

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	186	380		36
Évaluation	187			
Autres	188	47 080	73 636	62 726
	189	47 460	73 636	62 762
Sécurité publique				
Police	190			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192	80 790	141 259	100 075
Sécurité civile	193			
Autres	194			
	195	80 790	141 259	100 075
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196	37 880	103 763	64 407
Enlèvement de la neige	197			
Autres	198			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203			
	204	37 880	103 763	64 407
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206	33 480	47 350	39 105
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208	5 000	21 444	8 300
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209			
Matières recyclables	210			
Autres	211	2 890	2 200	2 848
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214			
	215	41 370	70 994	50 253

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	40 000	75 000	48 000
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224		6 414	
	225	40 000	81 414	48 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	543 220	949 695	399 150
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	3 600	3 787	4 875
Autres	228	4 720	7 012	28 515
	229	551 540	960 494	432 540
Réseau d'électricité				
	230			
	231	799 040	1 431 560	758 037
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	1 425 260	2 483 569	1 371 979

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	97 100	158 169	143 761
Droits de mutation immobilière	234	2 500 000	4 326 446	3 536 217
Droits sur les carrières et sablières	235	414 200	412 468	200 000
Autres	236			
	237	3 011 300	4 897 083	3 879 978
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	150 000	249 385	118 759
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239	270 510	516 355	615 016
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	437 150	411 940	412 507
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	10 000	241 866	31 576
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			40 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247	17 380	28 043	
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248			
Autres	249	12 000	674 059	37 000
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	13 360	527 098	381 575
	252	52 740	1 471 066	490 151
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Budget 2025		Réalisations 2025		Total	Réalisations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	808 850	889 066	6 900	895 966	776 830
Greffé et application de la loi	2	1 281 730	1 326 857	13 056	1 339 913	1 177 980
Gestion financière et administrative	3	2 436 620	2 118 187	66 753	2 184 940	2 024 202
Évaluation	4	440 300	424 625		424 625	422 283
Gestion du personnel	5	573 110	483 014	937	483 951	539 767
Autres						
▪ Primes d'assurances	6.1	514 290	570 671		570 671	670 143
▪ Autres	6.2	302 410	284 490	85 356	369 846	271 760
	7	6 357 310	6 096 910	173 002	6 269 912	5 882 965
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	3 550 490	3 575 809		3 575 809	3 245 457
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	2 068 320	2 247 050	127 752	2 374 802	2 076 849
Sécurité civile	11	18 130	16 126		16 126	10 191
Autres	12	121 390	122 078		122 078	117 745
	13	5 758 330	5 961 063	127 752	6 088 815	5 450 242
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	5 265 830	4 868 865	2 253 866	7 122 731	6 658 629
Enlèvement de la neige	15	3 930 773	4 095 886	223 551	4 319 437	3 211 564
Éclairage des rues	16	103 440	108 368	1 482	109 850	126 466
Circulation et stationnement	17	349 555	384 293	46 483	430 776	368 663
Transport collectif						
Transport en commun	18	143 960	147 877		147 877	144 709
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	9 793 558	9 605 289	2 525 382	12 130 671	10 510 031

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Budget 2025		Réalisations 2025		Total	Réalisations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	709 960	560 780	114 876	675 656	692 500
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 844 827	2 076 380	894 714	2 971 094	2 912 758
Traitement des eaux usées	25	1 060 687	1 240 304	514 326	1 754 630	1 541 523
Réseaux d'égout	26	765 125	524 683	517 421	1 042 104	1 234 531
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	600 250	584 403		584 403	516 098
Élimination	28	646 680	646 676		646 676	645 179
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	307 593	262 875	40 992	303 867	28 193
Tri et conditionnement	30	99 740	99 737		99 737	428 606
Matières organiques						
Collecte et transport	31	676 500	658 615		658 615	518 535
Traitement	32	123 070	123 070		123 070	115 470
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	38 110	33 106	137	33 243	31 568
Protection de l'environnement	38	138 590	137 648		137 648	132 901
Autres	39					
	40	7 011 132	6 948 277	2 082 466	9 030 743	8 797 862
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	251 780	524 128		524 128	192 584
Autres	42		5 499		5 499	4 983
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	8 000	8 000		8 000	8 000
	45	259 780	537 627		537 627	205 567

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Budget 2025		Réalisations 2025		Total	Réalisations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 332 480	1 337 804	17 344	1 355 148	1 130 892
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	417 450	427 467		427 467	405 504
Tourisme	50	3 680	3 400		3 400	3 094
Autres	51					
Autres	52					
	53	1 753 610	1 768 671	17 344	1 786 015	1 539 490
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	278 351	400 694	63 601	464 295	383 378
Patinoires intérieures et extérieures	55	145 747	160 813	12 007	172 820	152 402
Piscines, plages et ports de plaisance	56	237 944	219 671	20 178	239 849	222 686
Parcs et terrains de jeux	57	2 334 357	2 632 412	194 207	2 826 619	2 150 648
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59	137 863	274 742		274 742	235 751
Autres	60	103 003	124 013		124 013	104 500
	61	3 237 265	3 812 345	289 993	4 102 338	3 249 365
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	372 654	243 123	174 753	417 876	477 461
Bibliothèques	63	698 743	683 023	8 302	691 325	666 750
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	526 008	457 482		457 482	435 106
	67	1 597 405	1 383 628	183 055	1 566 683	1 579 317
	68	4 834 670	5 195 973	473 048	5 669 021	4 828 682

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Budget 2025	Réalisations 2025		Total	Réalisations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	1 683 100	1 776 127		1 776 127	1 479 607
Autres frais	71	147 260	135 683		135 683	126 323
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73	2 940	13 381		13 381	16 097
	74	1 833 300	1 925 191		1 925 191	1 622 027
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS						
	76	5 283 523	5 398 994 (	5 398 994)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus ¹	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	62 981	905 991
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	1 384	
Conduites d'égout	4	4 924 661	3 155 842
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 089 714	2 297 179
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	(11 142)	66 901
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	561 618	363 461
Autres infrastructures	11	1 869	65 302
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	1 025 305	1 172 595
Édifices communautaires et récréatifs	14	112 676	1 009 663
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	207 306	1 884 760
Ameublement et équipement de bureau	18	293 683	113 962
Machinerie, outillage et équipement divers	19	893 817	850 400
Terrains	20	1 128 334	904 699
Autres	21	335 661	41 588
	22	11 627 867	12 832 343

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	62 981	905 991
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	1 384	
Conduites d'égout	4	4 924 661	3 155 842
Autres infrastructures	5	2 642 059	2 792 843
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	3 996 782	5 977 667
	12	11 627 867	12 832 343

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	236 500	30 700	236 500	30 700
Réserves financières et fonds réservés	3	61 979		38 463	23 516
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	13 344 492	859 645	1 161 808	13 042 329
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	27 492 925	5 097 182	2 450 575	30 139 532
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	41 135 896	5 987 527	3 887 346	43 236 077
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	10 464 575	2 003 689	611 051	11 857 213
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	10 464 575	2 003 689	611 051	11 857 213
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	543 529	53 361	24 180	572 710
	15	11 008 104	2 057 050	635 231	12 429 923
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	11 008 104	2 057 050	635 231	12 429 923
	19	52 144 000	8 044 577	4 522 577	55 666 000
Dettes en cours de refinancement	20 (				)
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	52 144 000	8 044 577	4 522 577	55 666 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	55 666 000	52 144 000
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	4 333 756	6 556 815
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	54 216	298 479
Débiteurs	8	11 857 213	10 464 575
Autres montants	9	572 710	543 529
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10		
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	47 515 617	47 394 232
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
	13		
Endettement net à long terme	14	47 515 617	47 394 232
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15	5 706 487	5 520 829
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	53 222 104	52 915 061
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	53 222 104	52 915 061
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme ÉcoÉnergie 360 (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	424 630	424 625	422 283
Autres	3	325 970	325 967	281 071
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	17 080	17 079	12 695
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	118 960	118 959	116 288
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 845 540	1 845 524	1 675 400
Cours d'eau	13	33 110	33 106	29 773
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	69 130	69 133	46 042
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	185 450	185 451	170 855
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	1 122 540	1 122 546	1 014 458
Activités culturelles	23	38 910	38 912	33 481
Réseau d'électricité				
	24			
	25	4 181 320	4 181 302	3 802 346

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	11 627 867	12 832 343
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	11 627 867	12 832 343

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	34,66	33,00	61 311,72	3 733 413	832 925	4 566 338
Professionnels	2						
Cols blancs	3	38,59	33,00	62 917,75	2 428 963	589 055	3 018 018
Cols bleus	4	43,55	38,00	77 135,75	3 274 483	730 449	4 004 932
Policiers	5						
Pompiers	6	13,26	35,00	27 131,18	1 086 519	209 290	1 295 809
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	130,06		228 496,40	10 523 378	2 361 719	12 885 097
Élus	9	7,00			344 543	54 683	399 226
	10	137,06			10 867 921	2 416 402	13 284 323

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	73 142	870 771	474 118		1 418 031
Traitement des eaux usées	4	35 733	1 112 822	43 124		1 191 679
Réseaux d'égout	5	84 368		23 813		108 181
Autres	6	1 582 517	2 894 255	17 729	1 835	4 496 336
	7	1 775 760	4 877 848	558 784	1 835	7 214 227

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2	7 794	10 625
Autres	3	24 541	20 755
	4	32 335	31 380
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	3 006	4 559
Sécurité civile	8		
Autres	9	2 512	2 410
	10	5 518	6 969
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	1 004 159	809 287
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	1 004 159	809 287
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	35 879	39 621
Réseau de distribution de l'eau potable	18	303 492	259 927
Traitement des eaux usées	19	34 780	35 460
Réseaux d'égout	20	274 067	225 094
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22	6 385	6 695
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	654 603	566 797
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	82 901	63 909
Autres	36		
	37	82 901	63 909
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	94 904	87 877
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40	50 771	55 808
	41	145 675	143 685
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 925 191	1 622 027

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Michèle Lalonde	1.1	Maire	67 605	17 440	14 430	2 063
Arielle Beaudin	1.2	Conseiller	27 236	13 027		
Gaetan Gagné	1.3	Conseiller	22 309	10 671		
David Huggins-Daines	1.4	Conseiller	22 309	10 671		
Alexandre Laganière	1.5	Conseiller	22 309	10 671		
Jean-François Robillard	1.6	Conseiller	22 309	10 671		
Richard Allard	1.7	Conseiller	22 309	10 671		
Nadine Brière	1.8	Maire	7 649	1 973	1 886	943
André Lamarche	1.9	Conseiller	2 525	1 208		
Audrey Joly	1.10	Maire suppléant	2 693	1 288		
Marie-Hélène Vigeant	1.11	Conseiller	2 525	1 208		
Alexandre Charbonneau	1.12	Conseiller	2 525	1 208		
Pierre Léveillé	1.13	Conseiller	2 525	1 208		
	2		226 828	91 915	16 316	3 006

Note

La rémunération des élus ne comprend pas l'allocation de départ et de transition. Une provision pour l'allocation de transition a été comptabilisée et versée pour le poste de maire au montant de 91 256 \$. Une provision de départ a été comptabilisée et versée pour les postes de maire et conseillers au montant total de 18 074 \$. Une provision pour l'allocation de transition a été comptabilisée mais non versée pour le poste de maire au montant de 353 \$. Une provision de départ a été comptabilisée et non versée pour les postes de maire et conseillers au montant total de 4 678 \$.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 7 700 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

3 236 607 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44	_____	\$
Constatés au cours de l'exercice	45	_____	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

47 ☒ ☐
 48 _____ 484 687 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

49 ☒ ☐
 50 _____ 2 086 852 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

51 ☐ ☒
 52 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59 ☒ ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60 ☒ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

Évimbec

Durée de 6 ans de 2023 à 2028.

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ 1 243 519 \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

Fonds de redevance au développement :

- 5 308 \$ / unité
- Règlement 1324

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

67 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

68 _____ \$

b) autres formes d'aide

69 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

70 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

71 _____ \$

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?

72 ☒ ☐

Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?

73 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025

74 _____ \$

12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025

75 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

76 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

77 _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

78 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

79 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

80 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

81 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

82 _____ \$

Systèmes de drainage

83 _____ \$

Abords de routes

84 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

85 _____ \$

- b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

86 _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

87 _____ \$

- c) Total des frais encourus admissibles

88 _____ \$

- d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :

- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

89 _____

- b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution

92 _____ 2019-324

- b) Date d'adoption de la résolution

93 _____ 2019-10-21

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- | | | |
|---|----|--|
| a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 94 | |
| b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) | 95 | |

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|---|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | 1 |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 1 283 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | 578 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | 1 |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input style="width: 30px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="checkbox"/> <input style="width: 30px; height: 20px; border: 1px solid black; text-align: center; margin-left: 20px;" type="checkbox"/> X |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Sophie Charpentier

Adresse courriel du directeur général

10 scharpentier@vdsa.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-06-15

Nom du signataire : Julie Brazeau

Fonction du signataire : Trésorière

Date de transmission au Ministère : 2026-06-16

Date et heure de la dernière modification : 2026-06-16 09:57

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	40 627 520	45 100 345	41 391 245
Investissement	2		6 444 764	3 287 045
	3	40 627 520	51 545 109	44 678 290
Charges				
	4	42 885 213	43 437 995	38 836 866
Excédent (déficit) lié aux activités				
	5	(2 257 693)	8 107 114	5 841 424
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	(6 444 764)	(3 287 045)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(2 257 693)	1 662 350	2 554 379
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	5 283 523	5 398 994	5 283 523
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		102 782	73 596
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 801 100)	(3 887 345)	(4 065 582)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	20 000)	(158 539)	(232 053)
Excédent (déficit) accumulé	12	795 270	1 723 415	992 157
Autres éléments de conciliation	13		10 189	85 392
	14	2 257 693	3 189 496	2 137 033
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		4 851 846	4 691 412

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	14 653 641	12 515 179
Débiteurs	2	21 893 546	21 328 455
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4		
Autres	5		
	6	36 547 187	33 843 634
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		
Créditeurs et charges à payer	9	7 846 782	10 962 870
Revenus reportés	10	4 206 968	3 649 852
Dette à long terme	11	55 246 006	51 802 847
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13	131 086	125 500
	14	67 430 842	66 541 069
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(30 883 655)	(32 697 435)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	100 397 891	94 179 207
Autres	17	1 321 163	1 246 513
	18	101 719 054	95 425 720
Excédent (déficit) accumulé	19	70 835 399	62 728 285

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	7 842 024	6 928 209
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Dette - Parc Claude-Henri-Grignon	2.1	1 003	347 980
▪ Activités de bienfaisance	2.2	2 349	2 349
▪ Dette - Camion incendie	2.3	21 900	43 400
▪ Budget - projets spéciaux	2.4	751 002	1 117 859
▪ Projets infrastructures	2.5	96 345	85 203
▪ Dépenses reportées	2.6		486 131
▪ Affectation - Aqueduc	2.7	31 549	436 640
▪ Affectation - Égout	2.8	37 553	719 689
▪ Affectation - Environnement	2.9		708 412
▪ Affectation - Pavage	2.10		253 000
▪ Affectation - Logements abordables	2.11	200 000	500 000
▪ Affectation - Changements climatiques	2.12	170	741 701
▪ Dette - REG 1340	2.13	8 242	8 242
	3	1 150 113	5 450 606
Réserves financières			
Service de l'eau	4	379 896	
Autres			
▪ Environnement et développement durable	5.1	818 681	
▪ Égout	5.2	588 409	
▪ Changements climatiques	5.3	1 320 193	
▪ Déneigement	5.4	731 444	
▪ Habitation	5.5	503 502	
Fonds réservés			
Fonds de roulement	6	3 616 687	2 777 197
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	7	24 960	63 423
Fonds local d'investissement	8		
Fonds local de solidarité	9		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	10	54 687	145 490
Autres			
▪ Fonds de stationnements	11.1	7 365	7 365
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	12 (	2 191 527)(	2 296 080)
Financement des investissements en cours	13	(3 607 187)	(5 889 649)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	14	59 596 152	55 541 724
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	15		
	16	70 835 399	62 728 285

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	47 515 617	47 394 232
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	53 222 104	52 915 061

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	54 216	298 479
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	30 139 532	27 492 925
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	13 042 329	13 344 492
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	11 857 213	10 464 575
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	572 710	543 529
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	55 666 000	52 144 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	12	32 788 440	33 677 698	31 758 775
Compensations tenant lieu de taxes	13	736 150	623 786	745 070
Quotes-parts	14			
Transferts	15	1 755 970	1 807 139	2 414 821
Services rendus	16	1 425 260	2 483 569	1 371 979
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	3 431 810	5 662 823	4 613 753
Autres	18	489 890	845 330	486 847
	19	40 627 520	45 100 345	41 391 245
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		5 407 088	2 871 234
Autres	23		1 037 676	415 811
	24		6 444 764	3 287 045
	25	40 627 520	51 545 109	44 678 290

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

(en dollars)

		Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	6 357 310	6 096 910	173 002	6 269 912	5 882 965
Sécurité publique						
Police	2	3 550 490	3 575 809		3 575 809	3 245 457
Sécurité incendie	3	2 068 320	2 247 050	127 752	2 374 802	2 076 849
Autres	4	139 520	138 204		138 204	127 936
Transport						
Réseau routier	5	9 649 598	9 457 412	2 525 382	11 982 794	10 365 322
Transport collectif	6	143 960	147 877		147 877	144 709
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	4 380 599	4 402 147	2 041 337	6 443 484	6 381 312
Matières résiduelles	9	2 453 833	2 375 376	40 992	2 416 368	2 252 081
Autres	10	176 700	170 754	137	170 891	164 469
Santé et bien-être	11	259 780	537 627		537 627	205 567
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 332 480	1 337 804	17 344	1 355 148	1 130 892
Promotion et développement économique	13	421 130	430 867		430 867	408 598
Autres	14					
Loisirs et culture	15	4 834 670	5 195 973	473 048	5 669 021	4 828 682
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 833 300	1 925 191		1 925 191	1 622 027
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	37 601 690	38 039 001	5 398 994	43 437 995	38 836 866
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	5 283 523	5 398 994 (	5 398 994)		
	21	42 885 213	43 437 995		43 437 995	38 836 866

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	6 444 764	3 287 045
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	11 627 867)(	12 832 343)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)(	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	5 884 745	5 630 085
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	158 539	232 053
Excédent accumulé	6	1 425 000	2 320 299
	7	(4 159 583)	(4 649 906)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	2 285 181	(1 362 861)

Extrait du rapport financier, page S14